

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre délégué aux Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Transports :

QU'il soit autorisé à acquérir par expropriation certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— l'amélioration d'une partie de la route 277 Sud, également désignée route Bégin, située sur le territoire de la Municipalité de Saint-Anselme, dans la circonscription électorale de Bellechasse, selon le plan AA-6609-154-86-0176 (projet n<sup>o</sup> 154-86-0176) des archives du ministère des Transports.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

54308

Gouvernement du Québec

### **Décret 789-2010, 15 septembre 2010**

CONCERNANT la nomination de membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 385 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) énonce que la Commission des lésions professionnelles est composée de membres dont certains sont commissaires;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 385 de cette loi prévoit que les membres autres que les commissaires sont issus soit des associations d'employeurs, soit des associations syndicales;

ATTENDU QUE le quatrième alinéa de cet article énonce que les membres issus des associations d'employeurs sont nommés par le gouvernement parmi les personnes dont le nom apparaît sur une liste dressée annuellement pour chaque région où la Commission des lésions professionnelles possède un bureau, par le conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

ATTENDU QUE le cinquième alinéa de cet article énonce que les membres issus des associations syndicales sont nommés par le gouvernement parmi les personnes dont le nom apparaît sur une liste dressée annuellement pour chaque région où la Commission des lésions professionnelles possède un bureau, par ce conseil d'administration;

ATTENDU QU'en application de l'article 392 de cette loi, la durée du mandat d'un membre autre qu'un commissaire est d'un an;

ATTENDU QUE l'article 403 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 1280-98 du 30 septembre 1998 en application de l'article 402 de cette loi, la rémunération des membres de la Commission des lésions professionnelles autres que les commissaires;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 971-2009 du 2 septembre 2009, le gouvernement a procédé à la nomination de membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles et que leur mandat viendra à échéance le 15 septembre 2010;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer des membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles, pour un mandat d'un an à compter du 16 septembre 2010;

ATTENDU QUE les listes prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 385 de la loi ont été dressées par le conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Travail :

QUE les personnes suivantes soient nommées à la Commission des lésions professionnelles, pour un mandat d'un an à compter du 16 septembre 2010, à titre de :

#### 1) MEMBRES ISSUS DES ASSOCIATIONS D'EMPLOYEURS :

##### ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Pour un nouveau mandat :

- monsieur Serge Turgeon;
- monsieur Christian Tremblay.

##### BAS-SAINT-LAURENT

Pour un nouveau mandat :

- monsieur Christian Tremblay.

## CHAUDIÈRE-APPALACHES

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## ESTRIE

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## LANAUDIÈRE

Pour un nouveau mandat :

— monsieur René F. Boily;  
— monsieur Christian Tremblay.

## LAURENTIDES

Pour un nouveau mandat :

— monsieur René F. Boily;  
— monsieur Christian Tremblay.

## LAVAL

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## LONGUEUIL

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC

Pour un nouveau mandat :

— monsieur René Pépin;  
— monsieur Christian Tremblay.

## MONTRÉAL

Pour un nouveau mandat :

— monsieur André Guénette;  
— madame Lise Tourangeau Anderson;  
— monsieur Christian Tremblay.

## OUTAOUAIS

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## QUÉBEC

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## RICHELIEU-SALABERRY

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

## YAMASKA

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Christian Tremblay.

2) MEMBRES ISSUS DES ASSOCIATIONS  
DE TRAVAILLEURS :

## ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Romiale Anthony.

## BAS-SAINT-LAURENT

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Alain Castilloux;  
— monsieur François Pilon.

Pour un premier mandat :

— monsieur Guy Côté, vice-président à la santé-sécurité, Confédération des syndicats nationaux (CSN).

## CHAUDIÈRES-APPALACHES

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Gilles Dubé;  
— monsieur Yves Poulin.

## LAURENTIDES

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Stéphane Marinier.

## LAVAL

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Romiale Anthony.

## LONGUEUIL

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Sylvain Campeau.

Pour un premier mandat :

— monsieur Pierre Morin, directeur de la formation professionnelle, FTQ-Construction.

## MONTRÉAL

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Marcel Desrosiers;

— madame Lorraine Gauthier.

Pour un premier mandat :

— madame Laurie Anne Mailhot, infirmière et assistante du supérieur immédiat, Centre de santé et de services sociaux de Bordeaux–Cartierville – Saint-Laurent;

— madame Émilie Nolet-Rousseau, caissière-vendeuse, Société des alcools du Québec.

## QUÉBEC

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Gilles Dubé.

## RICHELIEU-SALABERRY

Pour un nouveau mandat :

— monsieur Pierre Lefebvre.

## YAMASKA

Pour un premier mandat :

— monsieur Pierre Morin.

QUE les personnes nommées membres de la Commission des lésions professionnelles en vertu du présent décret soient rémunérées suivant les conditions prévues au Règlement sur la rémunération des membres de la Commission des lésions professionnelles autres que les commissaires édicté par le décret numéro 1280-98 du 30 septembre 1998.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

GÉRARD BIBEAU

54310